

RAPPORT DE LA 16^{ÈME} REUNION DU COMITE CONSULTATIF INDEPENDANT DE SURVEILLANCE EXTERNE DE L'ONUSIDA (IEOAC)

Date : 5-7 novembre 2024

Lieu : Virtuel

PARTICIPANTS

Membres du comité : Mme Agnieszka Golebiowska, Mme Bushra Malik, M. Ibrahim Pam, Mme Hélène Rossert (présidente), Benoit de Schoutheete (vice-président)

Secrétariat : M. Tim Martineau, directeur de la gestion ; M. Morten Ussing, directeur de la gouvernance ; M. Kodo Ngabane, responsable de la gouvernance.

PREMIER JOUR

5 novembre 2024

Après l'ouverture de la réunion, les membres de l'IEOAC ont déclaré qu'ils n'avaient pas de conflits d'intérêts et ont approuvé l'ordre du jour de la réunion. Le président a remercié Saad Bounjoua, membre du comité, qui a démissionné de l'IEOAC avant la 16^{ème} réunion.

La 16^{ème} réunion de l'IEOAC devait à l'origine se dérouler en face à face, mais la date et les modalités de la réunion ont été modifiées pour tenir compte d'un conflit d'horaire au sein du Secrétariat. Le président a demandé au Secrétariat d'éviter à l'avenir les changements intempestifs de date et de format des réunions de l'IEOAC, car cela complique la participation des membres aux réunions et la rend moins fructueuse.

SESSION 1 : Séance d'ouverture avec la directrice régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

Lors de réunions précédentes, le Comité a exprimé le souhait d'en savoir plus sur le travail de l'ONUSIDA sur le terrain, étant donné que le travail au niveau national et régional est un aspect clé de la performance de l'ONUSIDA. Anne Muthoni Githuku-Shongwe, directrice régionale de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe, a résumé le travail du programme commun dans la région la plus touchée par le VIH.

Mme Githuku-Shongwe a décrit la manière dont l'ONUSIDA s'efforce de tirer parti des contributions de la société civile, les coparrainants et d'autres partenaires des Nations Unies dans son travail à travers la région, y compris par le biais d'équipes conjointes des Nations Unies sur le VIH. Les défis posés au travail de l'ONUSIDA dans la région comprennent la diminution des ressources pour le Programme commun, en particulier parmi les Coparrainants, ce qui menace la durabilité des ripostes au VIH. Le bureau régional de l'ONUSIDA utilise une typologie pays pour optimiser l'impact de ressources limitées et décroissantes. Outre les fonctions essentielles d'appui technique, de convocation, de développement de partenariats et de plaidoyer, il a été noté que le personnel de l'ONUSIDA dans la région se concentre de plus en plus sur l'appui à la mobilisation de ressources financières pour les ripostes au VIH.

L'IEOAC a fait les observations suivantes lors de sa session avec la directrice régionale de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe :

- **Le Comité apprécie cette première occasion de dialoguer avec les directeurs régionaux et est reconnaissant à la directrice régionale pour l'Afrique orientale et australe et à son équipe d'avoir pris le temps de décrire leur travail.**

SESSION 2 : Mise à jour du Bureau d'évaluation de l'ONUSIDA

Le Comité étant chargé de conseiller sur les performances de l'ONUSIDA, l'IEOAC a discuté lors de sa 15^{ème} réunion de son souhait d'en savoir plus sur la fonction d'évaluation. À l'invitation du Comité, M. Adan Ruiz Valalba, Directeur du Bureau de l'évaluation, a décrit le travail du Bureau dans le cadre de son plan d'évaluation pour 2024-2025. Prévû à l'origine avec trois membres du personnel, le Bureau d'évaluation compte actuellement deux membres du personnel. M. Ruiz Valalba a décrit les évaluations récentes entreprises, y compris les évaluations du Plan d'action mondial pour le développement durable.

L'objectif de développement 3, la phase I de l'évaluation du Programme commun et l'évaluation de l'accord de coopération du Programme commun avec les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies et l'Agence américaine pour le développement international. Les évaluations prévues pour 2025 portent notamment sur le maintien de l'impact par le biais des systèmes communautaires, le partenariat de l'ONUSIDA avec le Fonds mondial et l'examen d'autres modalités de travail à l'échelon national, notamment les bureaux multinationaux et le placement de conseillers en matière de VIH dans les bureaux des coordonnateurs résidents. Le Comité a exprimé son étonnement quant au report de l'évaluation du partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial l'année précédant la reconstitution du Fonds mondial. Le Comité a informé le Bureau d'évaluation du plan de gestion des risques du Secrétariat qui pourrait être utile dans le choix des sujets d'évaluation pour les années à venir.

L'IEOAC a fait les observations suivantes lors de sa session sur la fonction d'évaluation de l'ONUSIDA :

- **L'IEOAC se réjouit de cette première occasion de dialoguer avec le nouveau directeur du Bureau d'évaluation.**
- **L'IEOAC est à la disposition du Bureau d'évaluation pour l'aider dans son travail. Le suivi et la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation et la garantie que la fonction d'évaluation dispose de ressources suffisantes.**

SESSION 3 : Mise à jour sur la mise en œuvre du nouveau système ERP de l'ONUSIDA/OMS ; cybersécurité et gestion des risques liés aux TIC

L'IEOAC a suivi le développement du nouveau système ERP par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), exprimant des inquiétudes lors de réunions antérieures concernant le degré d'implication de l'ONUSIDA dans le développement de logiciel de gestion des ressources (ERP). Dans son rapport annuel au Conseil de Coordination du Programme (CCP) en juin 2024, le comité a recommandé que la Direction s'engage de manière proactive avec l'OMS pour comprendre les fonctionnalités du module de gestion de projet du nouveau système ERP afin de s'assurer qu'il répond aux besoins spécifiques de l'ONUSIDA.

En outre, lors de sa 15^{ème} réunion, l'IEOAC a examiné la sécurité de l'information au sein de l'ONUSIDA, conseillant à l'organisation de documenter une liste de procédures à suivre, à cartographier, classifier et développer des mesures de protection en cas d'incident. Le Département des solutions technologiques numériques (DTS) a ensuite fourni au comité ses registres de risques de cybersécurité, ses procédures de réponse à la cybersécurité et un document de position sur les éléments clés de la cybersécurité pour l'ONUSIDA.

Pour faire le point sur les questions relatives à l'ERP et à la cybersécurité, le comité s'est entretenu avec M. David Webb, qui dirige le processus de développement de l'ERP à l'OMS, et avec Mme Ingrid, directrice de la DTS de l'ONUSIDA. Le processus de développement de l'ERP a été retardé, la mise en service étant désormais prévue pour juillet 2025. Les tests de la nouvelle plateforme financière ayant soulevé des inquiétudes, il a été décidé de conserver l'ancienne plateforme (GMS). En ce qui concerne cybersécurité, Mme Ingrid a indiqué qu'il n'y avait pas eu de cyber-attaques majeures, que les rôles et les responsabilités en matière de protection de la cybersécurité au sein de l'ONUSIDA avaient été clarifiés et que des progrès substantiels avaient été réalisés dans l'élaboration de documents politiques clés sur la cybersécurité (y compris les procédures opérationnelles standard et la documentation sur la réponse aux incidents).

L'IEOAC a formulé les observations et recommandations suivantes sur le développement du nouveau système ERP :

- **Le Comité continue de suivre le développement du nouveau système ERP de l'OMS, dont la mise en œuvre est retardée. Il attend avec impatience de recevoir une mise à jour sur l'état d'avancement du déploiement du ERP lors de sa réunion de mars 2025.**
- **Le Comité réitère sa recommandation selon laquelle l'OMS devrait impliquer l'ONUSIDA en temps opportun dans chaque phase de la mise en œuvre du nouveau système ERP, y compris les tests et la formation.**

SESSION 4 : Mise à jour de la gestion du risque d'entreprise, y compris les principaux risques et les mesures d'atténuation

Dans son rapport de juin 2024 au CCP, le Comité s'est félicité des améliorations apportées à l'identification et à l'évaluation des risques pour l'ONUSIDA et a recommandé des travaux supplémentaires pour élaborer des mesures de réduction et d'atténuation des risques, y compris un plan d'action clair pour l'atténuation de chaque risque identifié par le biais de l'élaboration de l'état des contrôles internes. Le Comité a également recommandé en juin 2024 que le Secrétariat donne suite à ses plans d'élaboration d'une déclaration d'appétit pour le risque.

Salma DOGHRI, responsable de la conformité, a informé le comité des développements en matière de gestion des risques d'entreprise. L'évaluation ascendante des risques est en cours, les gestionnaires devant l'examiner d'ici novembre 2024 et le Cabinet devant examiner et approuver la liste des risques élevés et modérés en mars 2025. Les travaux se poursuivent pour développer et affiner un système de suivi des mesures d'atténuation des principaux risques organisationnels, notamment déterminer la fréquence appropriée de mise à jour et d'examen de ces risques.

L'IEOAC a formulé les observations et les demandes suivantes concernant la gestion des risques de l'entreprise :

- **Le Comité reconnaît que des progrès ont été réalisés dans le renforcement de la gestion du risque d'entreprise.**
- **Le Comité demande que les futures présentations sur la gestion des risques d'entreprise illustrent la dynamique de la gestion des risques, en identifiant les changements de statut de risques spécifiques (en passant d'un niveau de gravité à un autre), l'apparition de nouveaux risques et l'efficacité des mesures d'atténuation des risques.**
- **Le Comité attend avec impatience de revoir la déclaration d'appétit pour le risque lors de sa prochaine réunion en mars 2025.**
- **Le Comité demande également que l'on comprenne mieux comment l'identification par la direction des risques organisationnels les plus importants est utilisée par le bureau d'évaluation et la fonction d'audit interne.**

SESSION 5 : Mise à jour de la situation financière et mobilisation des ressources

L'IEOAC a fait de la situation financière et de la mobilisation des ressources un point permanent de son ordre du jour. Dans son rapport de juin 2024 CCP, le Comité a examiné et jugé justifiées les mesures proposées par la Direction pour combler le déficit budgétaire pour 2024-2025 (alignement du solde du fonds sur le pourcentage minimum du budget de fonctionnement approuvé par le CCP, et réintégration dans le solde du fonds de base des 25,1 millions de dollars US précédemment transférés pour couvrir les coûts de l'assurance maladie après cessation de service (ASHI)). L'IEOAC, lors de sa 15^{ème} réunion, a accueilli favorablement l'élaboration d'un budget de fonctionnement plus clairement aligné sur les ressources disponibles et a également noté l'engagement de la direction à satisfaire pleinement aux exigences de financement de l'ASHI.

Mme Tamara Thomas, directrice de la mobilisation des ressources, a fait le point sur l'état des ressources, des efforts de mobilisation pour le Programme commun. Mme Thomas a indiqué que le Secrétariat était susceptible d'atteindre ses objectifs de collecte de fonds pour 2024, mais que d'importants défis et incertitudes caractérisaient les perspectives de collecte de fonds pour 2025 et au-delà. Elle a indiqué qu'un nombre croissant de pays donateurs renonçaient à l'assistance en matière de VIH, et que les changements imminents dans les gouvernements de plusieurs donateurs de l'ONUSIDA peuvent présenter des risques potentiels pour le financement de l'ONUSIDA. Alors que les efforts doivent se poursuivre pour attirer des fonds de base, Mme Thomas a déclaré que le Programme commun redoublait d'efforts pour réduire sa dépendance à l'égard des fonds de base en mobilisant des fonds supplémentaires autres que les fonds de base. Le Comité s'est dit préoccupé par le fait que certains donateurs qui versent d'importantes contributions au Fonds mondial ne font pas toujours de contributions proportionnelles à l'ONUSIDA, et il a été rappelé que la Cellule de réflexion multipartite sur la situation du financement de l'ONUSIDA avait encouragé les membres du CCP à annoncer des investissements simultanés et liés au Fonds mondial et à l'ONUSIDA.

M. Samson Kambarami, le nouveau directeur des finances, a présenté un rapport sur la situation financière. Il a indiqué qu'aucun déficit n'était prévu pour 2024 et que le programme commun disposait d'un taux de dépense pour l'année de 83 %. Le financement total des ressources autres que les ressources de base de l'ONUSIDA pour 2024 devrait s'élever à 74,7 millions de dollars US.

L'IOEAC a formulé les observations et recommandations suivantes concernant la situation financière et la mobilisation des ressources :

- **Le Comité soutient les recommandations de Cellule de réflexion multipartite sur la situation financière de l'ONUSIDA selon lesquelles les membres du CCP des donateurs, les observateurs et les parties prenantes devraient envisager de faire des investissements conjoints à l'ONUSIDA et au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme afin d'accélérer les progrès pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. À cet égard, le Comité est préoccupé par le fait que peu des recommandations à long terme de la task-force multipartite en 2022 semblent avoir été mises en œuvre à ce jour.**
- **Le Comité recommande à l'ONUSIDA de renforcer sa communication sur une proposition de valeur convaincante et concrète concernant la contribution du Programme commun au succès des travaux du Fonds mondial en vue d'accélérer les progrès vers l'éradication du sida.**
- **Le comité encourage la direction à continuer d'étudier des plans d'atténuation des risques en réponse à un scénario catastrophe concernant l'évolution de la situation financière et l'évolution du contexte politique des principaux donateurs.**

SESSION 6 : Rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne de l'OMS (OMS/IOS)

L'IEOAC a exprimé des préoccupations constantes concernant l'adéquation de la couverture d'audit pour l'ONUSIDA et a recommandé en juin 2024 que l'OMS/IOS fonde son plan d'audit interne 2025 sur l'identification par le Secrétariat des risques les plus importants. Le Comité a également recommandé lors de sa 15^{ème} réunion que les futures évaluations de la fonction d'audit interne comprennent un échantillon d'au moins deux audits de l'ONUSIDA.

Mme Lisa Marie McClennon, directrice de l'OMS/IOS, rejointe par des collègues de l'OMS, a informé le comité de l'état de fonction d'audit interne, y compris des plans pour 2025. Un audit prévu pour la diversité, l'équité et l'inclusion a été jugé non prêt et remplacé par un audit du bureau national du Cambodge. Un projet de plan d'audit de l'ONUSIDA pour 2025 a été préparé, a indiqué Mme McClennon, mais le plan n'avait pas encore été finalisé au moment de la 16^{ème} réunion du Comité. L'embauche d'un contractant a permis à l'OMS/IOS de rattraper son retard sur le plan d'audit pour 2024, comme indiqué lors de la 15^{ème} réunion du Comité.

L'OMS/IOS a indiqué qu'elle s'attendait à ce que tous les audits prévus dans le plan d'audit 2024 soient achevés à la fin de l'année. Les résultats des audits internes en 2024 sont satisfaisants, un audit ayant relevé quelques améliorations nécessaires, et l'efficacité du contrôle interne reste stable. Mme McClennon a indiqué qu'aucune recommandation d'audit n'a été en suspens pour une durée supérieure à 36 mois.

Le comité a formulé les observations suivantes concernant la fonction d'audit interne :

- **Le Comité encourage l'OMS/IOS à garantir l'achèvement des audits en cours dans le plan d'audit d'ONUSIDA 2024 d'ici la fin de l'année 2024.**
- **Le Comité réitère sa demande de recevoir la version finale du plan d'audit de l'ONUSIDA 2025 pour examen et approbation. Le Comité demande que le plan d'audit de l'ONUSIDA 2025 prenne en compte les risques prioritaires identifiés par la direction de l'ONUSIDA.**

En ce qui concerne la fonction d'investigation, Mme McClennon a indiqué que l'OMS/IOS a reçu 27 nouvelles allégations pour l'ONUSIDA en 2023, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2022. (Elle a noté que cette augmentation suit les tendances des nouvelles allégations pour l'OMS elle-même). Mme McClennon a attribué l'augmentation du nombre d'allégations à publication de nouvelles politiques, à l'élargissement du mandat de l'OMS/IOS (y compris la protection prima facie contre les représailles) et à une augmentation générale des capacités et des ressources de l'OMS/IOS. En 2023-2024, L'OMS/IOS a fait appel à 12 enquêteurs différents pour traiter les dossiers de l'ONUSIDA. Un mémorandum d'accord est actuellement à l'étude, dans le but de garantir des ressources dédiées à l'amélioration des connaissances institutionnelles de l'OMS/IOS en ce qui concerne l'ONUSIDA.

Au moment de la 16^{ème} réunion du Comité, 14 dossiers étaient ouverts, dont 10 faisaient l'objet d'une enquête. En 2023-2024, les allégations liées à l'ONUSIDA sont passées d'allégations contre des personnes à des allégations de mauvaise conduite financière.

Le Comité n'a reçu l'évaluation externe de la qualité de l'OMS/IOS que le matin du deuxième jour de sa 16^{ème} réunion. Mme McClennon a fait état d'un malentendu concernant la nécessité d'obtenir la signature du directeur général de l'OMS avant la transmission à l'IEOAC. Mme McClennon a indiqué que les cas de l'ONUSIDA avaient été pris en compte dans l'évaluation externe de la qualité et que l'équipe chargée de l'évaluation externe avait rencontré l'IEOAC de l'OMS, mais pas les IEOAC des entités hébergées.

Le Comité a tenu une session à huis clos avec le directeur de l'OMS/IOS.

Le comité a formulé l'observation et la recommandation suivantes concernant la fonction d'enquête :

- **Le Comité est déçu de n'avoir reçu la copie de l'évaluation externe de la qualité de l'OMS/IOS que le jour de cette réunion. Il n'est pas en mesure pour l'instant de formuler un avis sur cette évaluation. Pour l'avenir, le comité demande à recevoir des copies des documents pertinents dès qu'ils sont disponibles.**
- **Le Comité recommande, conformément aux bonnes pratiques du système des Nations unies, qu'il soit consulté lors de l'évaluation externe de la qualité de l'OMS/IOS.**

SESSION 7 : Mise à jour de l'état d'avancement des travaux du groupe de haut niveau (HLP)

Lors de sa 15^{ème} réunion, le Comité a pris note de la demande du CCP que le Programme Conjoint revoie son modèle de fonctionnement et de la décision du Directrice Exécutive de convoquer un Panel de Haut Niveau, dont résultats seront communiqués au CCP en juin 2025. Le Comité a déclaré lors de sa 15^{ème} réunion qu'il attendait avec impatience de recevoir plus d'informations concernant le processus révision du modèle de fonctionnement.

M. Efraim Gomez, directeur des relations extérieures, a présenté le calendrier des travaux du groupe de haut niveau en vue de la remise d'un rapport final au CCP en juin 2025. Deux réunions du groupe de haut niveau (une en personne et une virtuelle) ont eu lieu. Des sous-groupes du groupe de haut niveau ont été constitués pour se concentrer sur la programmation, les partenariats et les ressources. Le travail du groupe est facilité par des intervenants extérieurs, et le programme commun s'est retiré de la participation au travail du groupe afin de permettre des délibérations indépendantes. Au cours de l'interaction du comité avec M. Gomez concernant le travail du groupe de haut niveau, les discussions ont porté sur un certain nombre de questions, y compris l'élaboration par le cabinet de scénarios en prévision des changements qui seront apportés sur le fonctionnement du programme conjoint et le plan de communication pour éduquer et impliquer le personnel de l'ONUSIDA dans le travail du PLH.

Le comité a formulé l'observation et la recommandation suivantes concernant les travaux du groupe de haut niveau :

- **Le Comité se réjouit d'être informé en temps utile de l'évolution des travaux du groupe de haut niveau, y compris du rapport final du groupe de haut niveau et des travaux pertinents des sous-groupes du groupe de haut niveau qui sont mis à la disposition du public.**
- **Le Comité recommande que la Direction veille à ce que le personnel de l'ONUSIDA, y compris, mais sans s'y limiter, l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA), soit informé en temps voulu de la réponse du Programme commun recommandations du HLP. A cette fin, le Comité suggère l'élaboration d'un plan de communication clair pour assurer la sensibilisation du personnel aux recommandations du Groupe de haut niveau.**

SESSION 8 : Mise à jour de la direction sur le processus de sélection du chef du bureau d'éthique

L'éthique est l'une des fonctions de l'ONUSIDA incluses dans le mandat du Comité. M. Mahesh Mahalingam, Chef de cabinet, a brièvement informé le Comité de l'état d'avancement du processus de sélection d'un nouveau responsable de l'éthique. M. Mahalingam a indiqué que cinq candidats avaient été présélectionnés et qu'un jury de sélection s'était réuni. Jusqu'à ce que le poste soit pourvu, le chef intérimaire du Bureau d'éthique restera à ce poste.

Le comité n'a formulé aucune observation ou recommandation concernant ce point de l'ordre du jour.

SESSION 9 : Session avec l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA)

Un représentant de l'Association du personnel (USSA) a dialogué avec le Comité. En réponse à la réorganisation de l'ONUSIDA, l'USSA a revu ses statuts et élaboré un plan de travail pour 2024-2025 qui donne la priorité aux communications/adhésions, au bien-être du personnel et à la qualité vie, droits et prestations, développement de carrière et engagement à l'échelle du système. Dans l'enquête mondiale du personnel la plus récente, 70 % des membres du personnel ont déclaré que l'ONUSIDA était un bon lieu de travail, ce qui représente une amélioration par rapport aux résultats de l'enquête de 2022. Il a été noté qu'un certain nombre de membres du personnel sont restés dans des positions difficiles en raison du gel des postes.

Le comité a formulé les observations suivantes à l'issue de sa session avec l'USSA :

- **Le Comité apprécie l'occasion qui lui est donnée de s'engager avec l'USSA et note des améliorations sur de nombreux indicateurs de l'enquête sur le personnel en ce qui concerne le personnel la satisfaction et le bien-être.**
- **En tant que bonne pratique, le Comité invite la direction à consulter systématiquement l'association du personnel de l'ONUSIDA (USSA) sur tout changement de politique ou de procédure ayant un impact potentiel sur le personnel.**

SESSION 10 : Présentation du registre des recommandations de contrôle

Lors de sa 15^{ème} réunion, l'IEOAC a noté la réduction de l'arriéré des recommandations de contrôle interne et externe. Le comité a approuvé la décision de la direction d'utiliser examen fondé sur les risques pour déterminer quelles recommandations du Corps commun d'inspection des Nations unies (CCI) il convient de classer par ordre de priorité, et il a encouragé la direction à prendre contact avec des organismes comparables des Nations unies pour comprendre leurs approches sur la mise en œuvre les recommandations du CCI.

Le Comité s'est également réjoui de l'élaboration d'un registre consolidé des recommandations en matière de contrôle. Le Comité se réjouit également de l'élaboration et de la tenue à jour d'un registre consolidé des recommandations en matière de contrôle.

M. David Fraser, chef de l'équipe de conformité, a rendu compte de l'état d'avancement des réponses aux recommandations de contrôle. Le nombre de recommandations de contrôle en suspens a diminué de 90 % depuis 2020, 30 recommandations ayant été clôturées depuis avril 2024. Des travaux sont en cours pour éliminer les recommandations ouvertes des auditeurs internes et externes, bien qu'il reste un niveau constamment élevé de recommandations en suspens du CCI. M. Fraser a indiqué que l'ONUSIDA avait contacté l'Union internationale des télécommunications pour comprendre son approche de la réponse aux recommandations du CCI et il a remercié les membres de l'IEOAC d'avoir proposé de mettre l'ONUSIDA en relation avec d'autres institutions des Nations Unies de taille comparable à celle Programme commun afin d'obtenir des informations supplémentaires.

Le Comité a également discuté de son processus de suivi de ses propres recommandations. L'unité de gouvernance de l'ONUSIDA a accepté de mettre à jour le journal des recommandations de l'IEOAC d'ici la semaine suivant la 16^{ème} réunion. Il a été confirmé que l'unité de gouvernance s'adresse à des collègues au sein du Secrétariat pour le suivi de chaque recommandation du Comité.

Le comité a formulé les observations suivantes concernant les recommandations de contrôle:

- **Le comité prend acte des progrès réalisés dans l'élaboration d'un registre consolidé des recommandations en matière de contrôle. Il encourage la direction à poursuivre ses efforts pour clôturer les recommandations en suspens, en accordant la priorité à celles qui présentent un risque élevé et qui sont en suspens depuis longtemps.**
- **Le comité suivra de près la mise en œuvre de ses propres recommandations.**

SESSION 11 : Examen et validation du plan de travail 2025 de l'OIEAC

Le Comité a examiné et discuté son projet de plan de travail pour 2025. Ce plan de travail vise à garantir que le Comité aborde tous les éléments de son mandat au cours de l'année 2025. Il a été convenu qu'une session d'introduction pour les nouveaux membres serait organisée avant la première réunion de l'IEOAC en 2025. Les réunions officielles de l'IEOAC en 2025 sont proposées pour Mars (demi-journée virtuelle), Mai (réunion de 3 jours en personne) et Octobre (réunion virtuelle de 3 demi-journées). Des réunions de clôture avec le directeur exécutif sont prévues après les réunions de Mars et d'Octobre. Le Comité a convenu d'envoyer le projet de plan de travail à tous les membres du Comité pour examen et approbation, dans l'espoir d'affiner le plan de travail en 2025.

SESSION 12 : Session finale pour discuter/examiner les principales questions avec les hauts responsables de l'ONUSIDA

Pour le résumé et la discussion des conclusions de la 16ème réunion, le Comité a été rejoint par de nombreux membres de la direction, dont Mme Angeli Achrekar, directrice exécutive adjointe chargée des programmes, et Mme Christine Stegling, directrice exécutive adjointe chargée des politiques, de plaidoyer et de la connaissance. Après que le président a résumé les observations et les recommandations du comité, l'IEOAC et la direction ont entamé une discussion interactive.

La haute direction s'est félicitée de l'observation du Comité selon laquelle la gestion des risques s'est améliorée et elle a également accueilli favorablement la recommandation du Comité concernant les contributions liées à la fois à l'ONUSIDA et au Fonds mondial. La direction a déclaré qu'elle fournirait au Comité des informations au début de l'année 2025 concernant ses efforts pour planifier pires scénarios en matière de mobilisation des ressources. La direction s'est engagée à continuer d'impliquer l'Association du Personnel (USSA) sur les questions touchant le personnel et a indiqué qu'un plan de communication interne était en place pour tenir le personnel informé des travaux du groupe de haut niveau (HLP).

SESSION 13 : Questions diverses

Le Comité a voté pour que l'actuel vice-président (M. Benoit de Schoutheete) devienne le président du comité pour 2025. Il a été convenu d'élire un nouveau vice-président pour le Comité lors de la réunion de mars 2025, lorsque les nouveaux membres du Comité pourront participer. Le Comité a convenu d'appliquer la pratique du CCP selon laquelle le vice-président devient président l'année suivante.

Le recrutement du prochain rédacteur de rapport indépendant aura lieu avant la fin de l'année. À la demande du comité, l'équipe chargée de la gouvernance a indiqué qu'elle ferait un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de travail. La possibilité de conclure des contrats de deux ans (plutôt que d'un an) avec le rédacteur de rapport indépendant.

La réunion est levée.